

INTERNATIONAL TRADE UNION
CONFEDERATION
AFRICAN REGIONAL ORGANISATION

CONFEDERATION SYNDICALE
INTERNATIONALE
ORGANISATION REGIONALE AFRICAINE



Hill (Off Ragati Road)
Box 67273 - Postal Code 00200
NAIROBI (Kenya)
Tel. (254-20) 244336/ 340046/2717308/2717324
Fax : (254-20) 215072/333078

**REUNION ANNUELLE DU FORUM AFRIQUE CANADA SUR LE
THEME LES DEFIS DU DEVELOPEMENT ECONOMIQUE, LA PAIX
ET LA JUSTICE ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE
Ottawa, 22-23 Avril 2009**

**PANEL SUR LE THEME «L'AFRIQUE DANS LA TOURMENTE DE LA CRISE
FINANCIERE GLOBALE »**

**Communication de Boèvi Kouglo LAWSON BODY, Economiste, Coordinateur du
Département de Politique Economique et Sociale à la CSI-Afrique**

Introduction : Le contexte de la crise financière mondiale

Cette réunion annuelle du Forum Afrique-Canada (FAC) se tient dans un contexte de crise économique et financière globale précédée d'une triple crise : la crise climatique, la crise énergétique et la crise alimentaire avec des répercussions sur les travailleurs dans tous les pays et dans tous les milieux. Des chutes importantes du PIB sont enregistrées partout entraînant une déflation généralisée, une baisse de la demande pour les exportations, une chute de leurs prix, une récession mondiale, et des millions de pertes d'emplois.

Ce désastre n'est que la conséquence du néolibéralisme poussé à l'extrême et qui a entraîné la dérégulation totale de l'économie, une déréglementation excessive, les privatisations massives et la flexibilisation du travail. Avec ce système, les multinationales ont imposé un nouvel ordre économique et social uniquement conforme à leur propre stratégie et à leurs intérêts et fondé sur l'expansion de la financiarisation fondée sur une économie artificielle et des gains faciles. Le monde est ainsi devenu une officine de jeu de hasard et le travail, une force de production secondaire.

Face à ce chaos, l'économie néolibérale n'est plus en mesure de garantir à chacun son droit au travail. Le monde se trouve à un moment historique et attend avec impatience la mise en œuvre des conclusions du dernier Sommet du G20 de Londres. Il est maintenant clair que la donne a changé et la faillite de l'ultralibéralisme est une réalité. On constate le recours massif aux politiques keynésiennes qui avaient été jadis décriés et le déclin du néolibéralisme. Des sommes colossales financées majoritairement par les impôts prélevés sur les revenus des travailleurs servent à soutenir ces programmes et plans de relances.

Les pays du G8, jadis gardiens de l'orthodoxie libérale sont devenus maintenant les chantres de l'interventionnisme. A titre d'exemples, on peut citer pour 2009, les cas suivants : [pour les Etats-Unis 816 milliards \$ US, pour le Royaume Uni 20 milliards £, pour l'Allemagne 30 milliards € et) et pour la France 26 milliards €]. Va-t-on faire du replâtrage ou bien on va assister à la naissance d'un nouveau paradigme fondé sur une régulation réelle et responsable des activités économiques.

A l'horizon 2010, le récent Sommet G20 de Londres envisage une expansion budgétaire de 5.000 milliards \$ US pour relancer la croissance et l'emploi. En outre il prévoit aussi un programme de 1.100 milliards \$US pour stimuler le financement de l'économie mondiale dont 750 milliards pour le FMI, 250 milliards relancer les échanges mondiaux et 100 milliards pour soutenir les banques multilatérales de développement comme la Banque Africaine de Développement et la Banque Asiatique de Développement.

Cette crise indique qu'en dernier ressort l'Etat est obligé de venir à la rescousse des détenteurs du capital alors que le travail est sacrifié par des pertes massives d'emploi et de revenus pour les travailleurs. Dans ce nouveau contexte, cette réunion annuelle du Forum Afrique Canada sur le thème «les défis du développement économique, la paix et la justice économique de l'Afrique vient à point nommé. Elle offre une occasion pour examiner les implications de la crise financière globale sur le continent et explorer les voies par lesquelles les parties prenantes au développement de l'Afrique peuvent contribuer à relever les défis

Pour nourrir cette réflexion, la suite de cette communication va être articulée outre la conclusion autour de trois autres points :

- en premier lieu, rappeler les canaux de transmission de la crise financière globale aux économies africaines ;
- en second lieu, faire ressortir ses implications économiques et sociales pour le continent ;
- en troisième lieu, relever les actions en cours pour la CSI et le mouvement syndical international.

2. Les canaux de transmission de la crise financière globale aux économies africaines

Faiblement touché dans un premier temps par la crise financière résultant de la crise des crédits immobiliers à risques «subprimes de 2007» et de la crise bancaire de 2008 à cause de son faible taux d'intégration financière, le continent africain n'en échappe plus maintenant aux conséquences avec des implications sociales désastreuses pour les travailleurs et les populations. Le continent africain faisant parti du marché mondial et de l'économie globale, les pays africains subissent les effets de la crise par la transmission de chocs à travers les marchés notamment : les marchés des biens et services, les marchés des capitaux, le marché des changes et le marché du travail.

Marchés des biens et services – L'une des manifestations de la crise et de la récession mondiale est la baisse importante de demande mondiale pour la plupart des produits (biens et services). Cela s'est traduit en Afrique par la baisse de la demande extérieure pour les matières premières agricoles et minières et la chute des prix de la plupart de ces produits. Le prix du baril de pétrole, par exemple, a baissé de plus de moitié passant de 125.73 US\$ au début de la crise financière à environ 50 US\$ en mars 2009. Sur la même période, la tendance baissière de prix est observée pour les produits suivants : charbon (66%), diamant (30%), argent (24%), platine 36%), coton (11%), cacao (9%), café arabica (21%), café robusta (32%).

Au niveau des services, l'effet le plus important pour les pays africain s'est fait sentir principalement au niveau du tourisme. Dans ce secteur, il a été enregistré une baisse importante des arrivées de touristes dans la plupart des pays.

Marché des capitaux – Malgré la faible intégration financière des économies africaines, le choc par les marchés financiers a été très fort en Afrique dans les pays qui en disposaient. En général, la contagion et l'interdépendance ont affecté d'une manière considérable la plupart des marchés financiers du continent.

Entre fin juillet 2008 et fin 2009, à l'exception de la bourse de Tunis (Tunisie) qui n'a perdu que 1,5% de la valeur de ses actifs, dans sept autres pays, la baisse a oscillé entre 24,8% et 62,5% dont : Maroc (24,8%) ; Afrique du sud (25%) ; Côte d'Ivoire (38,3%) ; Maurice (39%) ; Kenya (44,5%) ; Egypte (55%) ; Nigeria (62,5%). Pour certains marchés africains, tels que la Côte d'Ivoire,

Maurice, le Kenya, l’Egypte ou le Nigeria, l’effet a été plus élevé que celui observé sur les marchés de certains pays développés tels que : USA (31,71%) ; France (35,3%) ; Japon (35,5%). Ainsi, les investisseurs africains en général et, égyptiens ou nigériens en particulier, ont perdu en moyenne pendant six mois plus de la moitié de leur patrimoine qu’ils avaient investi à la fin de juillet 2008. Cette dépréciation de richesse représente des pertes plus importantes que celles subies par les investisseurs américains, français ou japonais.

Par ailleurs, les tendances baissières devraient être également enregistrées au niveau des mouvements internationaux de capitaux privés et publics du fait de la diminution des investissements directs étrangers (IDE), des flux de capitaux de portefeuille et l’aide publique au développement (APD).

Marché de la monnaie - Dans la plupart des pays Africains, la crise s’est accompagnée par une dépréciation des taux de change, notamment contre le dollar EU ou contre l’Euro. A titre d’exemples, on peut mentionner entre fin juillet 2008 et fin mars 2009, les dépréciations de monnaies pour les pays suivants : Maroc (10,9%), Tanzanie (11,8%) ; pays de la zone CFA (12,6%) ; Tunisie (14,2%) ; Botswana (16,2%) ; Algérie (16,3%) ; Kenya (17,2%) ; Ghana (18,1%) ; Namibie (20,6%) ; Nigeria (21,2%) ; Ouganda (22,1%) ; Zambie (36,2%) ; RDC (38,7%). ; Sierra Léone (Afrique du Sud (21,8%) ; Seychelles (50,9%). En général, la dépréciation de la plupart de ces monnaies serait due à l’impact de la crise financière sur les prix des matières premières et la sur les réserves de change.

Marché du travail - Les tensions énormes sur les marchés du travail du fait des pertes d’emplois vont toucher fortement les travailleurs migrants africains. Dans les pays d’accueil, la plupart seraient les premiers à perdre leurs emplois. En outre, ceux qui avaient des opportunités d’emplois saisonniers seraient confrontés à un chômage frictionnel récurrent (le cas actuel du marché espagnol pour les travailleurs africains illustre à dessein la situation).

3. Les implications de la crise financière globale sur les économies africaines

D’ores et déjà les répercussions se font sentir sur tous les leviers de l’activité économique, la production, les exportations de produits de rente, principales sources de devises des pays africains, l’emploi, le financement de l’économie, les revenus des ménages, la situation budgétaire, et les conditions de vie des travailleurs et des populations.

3.1 Les implications économiques et sociales

Echanges extérieurs - Sur le plan des échanges extérieurs, la récession mondiale a entraîné une baisse des prix des matières premières exportées par l’Afrique. En effet avec l’intensification de la crise dans les pays développés et en Chine, la chute des prix des matières premières s’est accélérée et risque d’effacer tous les gains enregistrés au cours des dernières années. Cette chute aura plusieurs conséquences au nombre desquelles, la baisse des réserves de

change et des recettes d'exportations, la perte de rentabilité pour certains puits pétroliers et gisement de mine, réduction des capacités de financement de l'Etat et annulation ou report de certains investissements dans les industries extractives qui dépendent fortement des investissements directs étrangers.

Quelques exemples : Afrique du Sud, les exportations se sont effondrées en 2008, suivant les cours des métaux précieux, une des principales richesses du pays - Burkina Faso, Le solde de la balance des paiements s'est fortement dégradé sous l'effet de la chute de la production agricole et de la baisse des exportations de coton fibre - Botswana, baisse de la production du diamant de 50% du fait de la chute du prix sur le marché international de 30% - Zambie, la baisse du prix du charbon de 65.8%, a conduit à une baisse considérable des réserves.

Globalement, le taux de croissance des exportations et des importations perdrait respectivement 7% et 4.7%. Il en découlera une détérioration de la balance commerciale. D'une situation globalement excédentaire en 2008 de 2.9%, le continent fera face à un déficit du compte courant de -4% du PIB en 2009. Aussi, le large excédent de 8.8% du PIB pour les pays exportateurs de pétrole se convertira en un déficit de -4% du PIB. Zambie, Ceci est le résultat direct de la diminution prévue des recettes pétrolières

Croissance économique- Avant la crise, l'Afrique enregistrait des taux de croissance parmi les plus élevés au monde. Mais pour 2009, le FMI et la BAD ont d'ores et déjà révisé à la baisse leurs prévisions. Le taux de croissance du continent devrait chuter de 5,4% en 2008 à 3,3% en 2009. Selon la BAD, les projections provisoires font apparaître une perte de croissance de 3.7% pour les pays exportateurs de pétrole en 2009 et 1% de croissance de moins pour les pays importateurs de pétrole. Pour la première fois depuis les années 2000, les pays importateurs de pétrole devraient enregistrer des taux de croissance plus élevés (3.4%) que les pays exportateurs de pétrole (2.9%).

Quelques exemples : Afrique du sud, Angola, Kenya, RDC, 1,8%, 6,3%, 2,1% et 1,7% de taux de croissance attendus en 2009 contre des taux de 5,1%, 21%, 6,3% et 6,5% respectivement en 2007 pour ces pays.

Situation des finances publiques - La crise va se traduire par la dégradation de la situation des finances publiques. Globalement l'Afrique passera d'un excédent budgétaire global de 1.8% du PIB en 2008 à un déficit de -5% en 2009. Les pays exportateurs de pétrole enregistreront un déficit de -7% du PIB en 2009 comparativement à un excédent budgétaire de 4% en 2008. Le déficit se creusera également pour les pays importateurs de pétrole (de -1.7% à -2.1%).

Flux des capitaux- À terme, la crise devrait entraîner la baisse des flux de capitaux privés aussi bien au niveau des IDE (investissements directs étrangers) que des transferts des migrants. Selon la BAD, aucune émission de bonds en monnaie étrangère n'a été enregistrée en 2008 pour le compte des pays africains. Des reculs d'investissements sont annoncés au Ghana, au Kenya et au Nigeria. Ce constat est préoccupant si on considère que beaucoup

de pays couvrent leurs déficits de compte courant par l'afflux de capitaux privés. S'agissant des transferts des migrants dont les implications sur la réduction de la pauvreté sont décisives, selon des études récentes, les transferts officiels des migrants africains passeront de près de 1.100 millions de dollars) en 2008, à 800 millions de dollars en 2009, soit une baisse de 300 millions de dollars (environ 27%).

Malgré les intentions affichées par les pays donateurs et les institutions multilatérales lors du récent sommet de Londres, on pourrait prévoir les mêmes tendances pour les flux publics si il n'y a pas une mobilisation des pays africains et l'émergence d'une gouvernance appropriée pour optimiser la mobilisation des capitaux publics et leur utilisation.

Activités économiques et emploi Globalement, les secteurs les plus touchés par la crise économiques sont le secteur minier, le tourisme, textile et manufacturier. Des fermetures d'entreprises et des reports ou annulations de projets sont fréquents dans les pays africains. Des pertes d'emplois substantielles sont enregistrées, avec des effets négatifs directs sur les conditions de vie travailleurs.

A titre d'exemples, diminution de 20% des revenus du tourisme en Tanzanie - Diminution de plus de 20% des investissements dans l'industrie du tourisme au Mozambique - Baisse du taux d'occupation des hôtels au Kenya 300.000 de pertes d'emploi en RDC - 36.500 pertes d'emploi dans l'industrie automobile en Afrique du sud - 5000 pertes d'emploi dans l'industrie du diamant au Botswana - plus de 3000 emplois perdus dans l'industrie du cuivre en Zambie - Plus de 100.000 abonnements sont annulés pour les chaînes de télévision entraînant 11.000 pertes d'emploi dans 22 pays africains

3.2 Les implications sur les revenus, la pauvreté et le développement

Revenus et pauvreté - Il ressort de l'analyse des impacts économiques et sociaux, que la crise va affecter négativement la distribution des revenus dans les pays ainsi que l'incidence de la pauvreté. D'une manière plus analytique, des simulations récentes à partir d'un modèle d'équilibre général calculable permet de mettre en exergue l'impact sur les revenus des ménages et du gouvernement, l'emploi et sur le bien être d'une diminution de 10% de trois chocs résultant de la crise : les prix mondiaux des produits de rente - les offres de capitaux extérieurs - les transferts reçus du reste du monde (RDM).

Impacts de la diminution de 20 % des prix mondiaux des cultures de rente	
Indicateurs	Variation en %
Production de cultures de rentes	-0,88
Exportation des cultures de rente	-10,4
Revenu nominal des ménages	-0,16
Revenu disponible des ménages	-4,45

Demande de travail informel dans l'agriculture	-2,58
Variation de bien-être des ménages	-6,81

	Impacts de la diminution de 10 % des transferts reçus du RDM	Impacts de la diminution de 10 % des offres de capitaux étrangers
Indicateurs	Variation en %	Variation en %
Valeur ajoutée totale	-0,12	-0,92
Revenu nominal des ménages	-0,67	-0,43
Revenu disponible des ménages	-5,16	-4,67
Demande de travail formel	-0,12	-1,38
Variation de bien-être des ménages	-6,56	-6,42
Épargne du gouvernement	-29,25	-29,32

Ces simulations montrent clairement pour certains pays africains qu'une diminution des prix mondiaux de cultures de rente va se traduire par une baisse de la production et de l'exportation de ces cultures, la réduction du revenu nominal et du revenu disponible des ménages et un accroissement du chômage dans l'agriculture et la dégradation du bien être des ménages, autrement dit l'accentuation de l'incidence de la pauvreté. Il en est de même pour une diminution des transferts reçus du RDM et de l'offre des capitaux extérieurs qui devraient se traduire par une baisse de valeur ajoutée au niveau de l'économie nationale, de revenus pour les ménages, de l'épargne publique, un accroissement du chômage et une détérioration du bien être des ménages.

Développement - La crise financière actuelle ne fera qu'aggraver la situation économique et sociale de l'Afrique qui tentait de se relever des affres des crises alimentaire et énergétique qui l'avaient fortement fragilisée. Ainsi, l'Afrique était déjà caractérisée par une incidence élevée de la pauvreté, un chômage et un sous emploi importants, des inégalités frappantes avec de fortes disparités selon le sexe et le milieu, une marginalisation élevée et une mondialisation non équitable, et des conditions écologiques déplorables.

Aujourd'hui, l'Afrique avec environ 913 millions d'habitants représentant 12% de la population mondiale ne réalise que 2% du PIB mondial et moins de 1% de la valeur ajoutée industrielle mondiale. La part de l'Afrique dans les exportations mondiales n'atteint pas 2% des exportations des pays en développement. Dans les échanges internationaux, l'Afrique est marginalisée, car elle n'est destinataire que moins de 5% des flux des IDE (investissements étrangers directs). La dette est un fardeau pour l'Afrique. En % du PNB, la dette extérieure atteint plus de 80 Sur les 49 pays moins avancés dénombrés, 34 se trouvent en Afrique. La plupart de ces pays sont classés dans la catégorie des pays à faible niveau de développement humain. Il apparaît donc que sur

le plan des activités économiques et des échanges, l'Afrique semble participer peu activement à l'économie mondiale. Les conséquences qui découlent de ces situations sont entre autres, l'ampleur et la persistance de la pauvreté avec en moyenne 35 à 60% des habitants vivant en dessous du seuil de pauvreté selon le pays et de faible accessibilité aux services sociaux essentiels et aux services publics (santé, alphabétisation, éducation, eau, assainissement, électricité, internet). En outre, la situation de l'emploi est préoccupante dans la plupart des pays. Le chômage y est devenu endémique avec une précarité élevée des emplois et de fortes inégalités dans les opportunités d'emplois en défaveur des femmes et des jeunes. Selon les pays, le chômage touche 20 à 40% de la population active.

En matière de gouvernance, malgré les déclarations officielles des dirigeants africains il existe encore beaucoup d'entraves à la gouvernance politique, économique, sociale et judiciaire qui se manifestent par : l'absence de la démocratie, les élections non transparentes, l'absence de transparences dans la gestion de la chose publique, le dysfonctionnement des institutions publiques, la corruption, les détournements, l'impunité, l'absence d'une volonté politique à organiser les élections sociales etc.

3.3 Les implications pour les syndicats africains

Cette situation avait déjà commencé à accentuer la désyndicalisation en Afrique et engendrer l'atomisation des organisations syndicales qui étaient fortement concentrées dans les secteurs de l'économie informelle. La crise financière risque d'exacerber les problèmes auxquels est confronté le mouvement syndical africain. L'atomisation des organisations syndicales qui contribue au recul de leur représentativité, à leur perte d'efficacité, et à leurs difficultés à proposer des solutions concrètes aux problèmes des travailleurs. La CSI-Afrique doit refuser toute perspective de chaos face à la kyrielle de maux dont souffrent les travailleurs et travailleuses africains du fait de l'expansion de l'économie informelle conjuguée avec l'expansion de la précarisation et le développement du travail migrant.

Elle est consciente que les raisons de la marginalisation de l'Afrique sont sans doute nombreuses, mais la faible implication voire l'absence des principaux acteurs concernés, notamment les travailleurs et les organisations syndicales dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques de développement économique constituent l'une des plus fondamentales. Cela est dû notamment à la faible capacité des organisations syndicales à traiter les problèmes en rapport avec les questions socio économiques, financières et commerciales, les accords et pratiques commerciaux internationaux, les processus et mécanismes d'intégration économique, la léthargie des gouvernants face aux obstacles à la réalisation de l'agenda du travail décent et l'absence de réelle volonté politique de ces derniers d'associer les représentants des travailleurs dans l'examen des questions de développement.

C'est pourquoi la CSI- Afrique s'engage dans des actions de renforcement de capacités dans le domaine socioéconomique en vue d'une analyse socio-

économique pertinente et de la formulation de stratégies alternatives de développement aux politiques néolibérales

4. Les actions en cours par la CSI-Afrique et le mouvement syndical international

Depuis les années 1980, les syndicats africains se sont toujours mobilisés à l'échelle de la planète pour dénoncer les entraves et les dérives de l'ultralibéralisme et en a appelé à la responsabilité des Etats, des grandes puissances, des institutions financières et économiques internationales et des multinationales pour arrêter les dérives de la mondialisation. C'est pourquoi, depuis les premiers signaux de cette crise la CSI -Afrique s'est engagée au côté de la CSI et du mouvement syndical international non seulement pour cerner ses contours mais surtout pour formuler des propositions de sortie de crise et pour mobiliser ces membres.

Depuis le sommet du G20 de Washington de novembre 2008, les actions du mouvement syndical international sont permanentes et régulières. Cependant les deux temps fort demeurent les déclarations syndicales à l'occasion des sommets du G20 de Washington du 20 novembre 2008 et de Londres du 2 avril 2009. Dans les deux, ces déclarations sont le fruit d'un travail collectif, participatif de la CSI à travers ses différentes composantes régionales, des fédérations syndicales internationales (Global Unions) et de la Commission Consultative Syndicale auprès de l'OCDE (TUAC).

La déclaration syndicale de Washington - En prélude au sommet du G20 de Washington, le mouvement syndical à la suite d'un travail intense et cordonné a soumis au sommet une déclaration qui proposait des pistes et des initiatives pour juguler la crise, relancer l'économie mondiale et les emplois, garantir la protection sociale et assurer l'équité autour de quatre domaines suivants :

- Une relance coordonnée pour l'économie réelle
- Re-réglementer les marchés financiers mondiaux
- Une nouvelle gouvernance économique mondiale
- Faire face à une justice distributive en crise

Avant même la tenue des travaux, une évaluation de la déclaration du sommet a été faite par le mouvement syndical à travers une grille de lecture constituée par la déclaration syndicale. Cette évaluation a révélé que sur certains aspects liés à la réglementation et le contrôle des marchés et la gouvernance mondiale, les préoccupations du mouvement syndical et des travailleurs ont été *dans une certaine mesure* prises en compte. Par contre, s'agissant de la relance de l'économie mondiale par la création d'emplois décents, la transparence des banques, l'amélioration de la justice sociale en matière d'accès au logement, de services financiers solidaires, de la mise en place d'une justice distributive, ses préoccupations *ont été négligées*.

La déclaration syndicale de Londres - Après Washington, eu égard d'une part aux résultats mitigés obtenus en matière de relance de l'économie mondiale, des faibles perspectives d'emplois décents et de la mise en d'une justice redistributive et, d'autre part au faible engagement de la communauté internationale pour un contrôle rigoureux et véritable des marchés financiers et du système financier international, et l'absence de mécanismes appropriés pour le financement du développement humain

et équitable à l'échelle mondiale, les travaux de veille ont continué au sein du mouvement syndical à tous les niveaux. A la veille du sommet de Londres, les consultations syndicales se sont poursuivies et même intensifiées. Elles ont abouti à l'adoption d'un projet de Déclaration Syndicale pour le Sommet de Londres du G20 sur la crise économique et financière du 2 Avril 2009.

Comme à ce fut le cas lors des préparatifs du sommet de Washington, ce projet de Déclaration Syndicale a été mis en circulation, amendé et adopté. Tous les affiliés ont été invités dès le 19 mars à entreprendre des actions à partir du 23 mars 2009 auprès des gouvernements dans le monde entier sur la base des matériels disséminés par la CSI.

Pour l'essentiel, à travers cette Déclaration syndicale le mouvement syndical mondial a interpellé les leaders du G20 pour qu'ils œuvrent à la mise en place d'une stratégie pour économie mondiale plus juste et plus viable pour les générations futures reposant sur cinq axes ou piliers avec le concours des autres pays et institutions. Cette stratégie repose sur cinq axes principaux à savoir :

- un plan de relance et un programme de croissance durable coordonnés au niveau international *(a)*
- des investissements dans l'économie mondiale pour garantir une croissance à faible émission de carbone *(b)*
- de nouvelles réglementations pour les marchés financiers mondiaux *(c)*
- une gouvernance économique mondiale efficace et responsable *(d)*
- un monde plus équitable pour travailler et pour vivre *(e)*

Dans le cadre de ce débat et de ces consultations, *la CSI-Afrique a formulé des suggestions en lien avec trois axes* : les axes *(a)*, *(d)* et *(e)*.

S'agissant de l'axe *(a)*, elle fait ressortir les risques de perte d'emplois, d'aggravation des tensions migratoires et de dégradation de la gouvernance liés à la crise et a insisté sur l'urgence de prendre dispositions et mesures adéquates limiter ces risques pour soutenir la croissance et promouvoir le développement en Afrique.

Quant l'axe *(d)*, la nécessité, d'instituer des droits de vote équitables a été évoqué. Ce système de vote devrait être basé non seulement sur des critères économiques mais aussi des critères démographiques, sociaux et géopolitiques pour permettre à l'Afrique et aussi à l'Asie, l'Amérique latine de participer effectivement à la gouvernance économique et financière mondiale

S'agissant de l'axe *(e)*, la mise en place de mécanismes régulateurs et compensateurs des produits de base a été jugée indispensable. Ces mécanismes seraient de nature à garantir la stabilisation des prix des produits de base, principales exportations de la majorité des pays africains et leurs principales sources de devises et de ressources budgétaires.

5. Conclusion

Le sommet de Londres vient de prendre fin et s'est traduit avec l'engagement de toutes les parties prenantes autour de quatre orientations majeures :

- i. la mobilisation de moyens pour éviter la syncope financière - A cet égard, 1.100 milliards de dollars sont prévus pour relancer le financement mondial ;

- ii. la mise en index des paradis fiscaux et des contrôles accrus pour les fonds spéculatifs
- iii. Le renforcement des moyens et pouvoirs des institutions internationales dont le FMI, le Forum de Stabilité financière, (FSF), l'organe institutionnel des Banques centrales
- iv. La prise en compte de nouveaux acteurs dans la géopolitique et les prises de décision.

Ces orientations sont manifestes dans la déclaration issue du sommet qui met l'accent sur 5 axes d'action :

- Relancer la croissance et l'emploi - A cet effet, pour l'année 2010, 5.000 milliards de dollars de dépenses publiques sont envisagées pour booster la machine économique mondiale ;
- Renforcer la supervision ;
- Renforcer les organismes financiers mondiaux ;
- Rejeter le protectionnisme ;
- Garantir une reprise juste et durable.

Il est évident que ces mesures et dispositions ne constituent que des intentions. Avec ces intentions, la crise n'est pas terminée. C'est maintenant que le travail réel commence pour les syndicats et les organisations de la société civile en Afrique et ailleurs dans le monde. La mobilisation doit se poursuivre non seulement pour évaluer ces mesures et leur mise en application mais surtout pour veiller à ce que les préoccupations relatives à l'emploi et à la protection sociale des travailleurs soient effectivement prises en compte. A ce titre, La CSI et la Commission syndicale consultative (TUAC) auprès de l'OCDE viennent de publier un examen détaillé de la déclaration du sommet du G20 de Londres. Dans ce document, elles soulignent l'importance que les dirigeants du Sommet ont accordée à l'emploi et aux questions sociales, ainsi que l'adhésion à l'idée de débattre d'une nouvelle charte visant à parvenir à un nouveau consensus mondial relatif aux valeurs et aux principes fondamentaux des activités économiques durables. Ce document analyse également tous les principaux éléments de la déclaration du Sommet. En outre, la CSI a lancé une nouvelle page web réunissant des articles, des déclarations, des communiqués de presse et des opinions de syndicats sur la crise financière, ses causes et ses conséquences, et des réponses syndicales¹.

La CSI-Afrique conformément à son plan stratégique et aux actions prévues dans le cadre de son volet consacré au «*Renforcement des interventions de la CSI-Afrique dans le domaine de la politique économique et social* » entend poursuivre la sensibilisation et la formation des syndicats africains sur la problématique de la crise financière et ses impacts pour l'Afrique. L'objectif visé étant de définir les actions et les stratégies de mobilisation des syndicats pour qu'ils soient capables non seulement d'interpeller les gouvernements africains ainsi que les instances sous régionales et régionales pour que ceux-ci soient aptes à agir pour trouver des solutions aux graves problèmes qui minent les travailleurs du fait du niveau de développement des pays africains, mais aussi de formuler plus tard des propositions d'alternatives dans leurs pays dans le cadre de dialogue social sur la crise financière et la recherche de solutions pour la

¹ Pour plus d'informations sur les imitatives récentes du mouvement syndical consulter les sites de la CSI et du TUAC (Trade Union Advisory Committee) : www.ituc-csi.org et www.tuac.org .

relance économique. A ce titre, la CSI-Afrique vient de lancer le 15 avril 2009 à Nairobi son programme de formation syndical sur la crise financière en organisant en collaboration avec le BIT un atelier pour ses affiliés de la Communauté de l'Afrique de l'est (Burundi, Kenya, Ouganda, Rwanda et Tanzanie).

Dans le cadre ce programme, les orientations de politique économique recommandées par la CSI-Afrique tiennent compte de trois caractéristiques majeures :

- i. la nécessité d'un changement de paradigme pour conduire les politiques et les stratégies de développement en Afrique. Ce qui suppose l'abandon de l'ultralibéralisme et de la reconnaissance du rôle crucial de l'Etat comme garant de la justice sociale, de la promotion du développement humain et de la solidarité dans tous les pays africains
- ii. l'exigence d'une bonne gouvernance dans les pays africains. La permanence des menaces d'une mal gouvernance sur les équilibres économiques, sociaux, environnementaux et le devenir des travailleurs et travailleuses en Afrique est avérée ;
- iii. une véritable réforme de la gouvernance mondiale pour permettre aux Etats africains de s'affranchir de la domination des Institutions internationales et des puissances occidentales et émergentes.

L'Afrique est riche mais elle est pourtant caractérisée par l'ampleur et la persistance de la pauvreté. Dans le contexte actuel, le monde est devenu un village planétaire, une sorte un champ de guerre économique où d'autres peuples émergent. Sur un tel théâtre, il faut avoir une bonne préparation, être animé de la volonté de vaincre, faire les mouvements rapides, passer à l'offensives et avoir de bons alliés. En sommes nous capables ?

Si l'on tient compte du fait que les objectifs stratégiques définis dans le programme d'action du FAC 2009-2011 et le thème de cette réunion cadrent bien avec les objectifs du Millénaire pour le développement et la vision de la CSI-Afrique «former une organisation syndicale régionale, démocratique, indépendante et unie pour le bien-être de tous les travailleurs africains dans un monde où chacun peut développer pleinement ses potentialités dans des conditions de liberté, de démocratie, de bonne gouvernance, d'égalités et de justice sociale », il est possible de répondre par l'affirmative à ce questionnement.